

## 4 International

## «Nous n'avons pas de passé démocratique»

**EUROPE** L'éternel opposant Adam Michnik analyse la révolution conservatrice à l'œuvre en Pologne et brandit la Constitution face aux atteintes à l'Etat de droit

PROPOS RECUEILLIS PAR LUIS LEMA ET SIMON PETITE  
@luislema @SimonPetite

C'est l'une des plus grandes figures polonaises. Opposant au communisme, plusieurs fois emprisonné avant la chute du Mur, Adam Michnik ferraille à nouveau contre le pouvoir. La Pologne a beau avoir rejoint l'Union européenne (UE) et être une démocratie, le parti Droit et justice, aux commandes à Varsovie, multiplie les attaques contre l'Etat de droit dans la lignée de ses cousins nationaux-populistes en Europe. Le climat est devenu irrespirable, comme en témoigne l'assassinat du maire de Gdansk, Pawel Adamowicz, le 14 janvier dernier après une campagne de dénigrement. A la tête du grand journal polonais *Gazeta Wyborcza*, l'écrivain et historien se bat pied à pied pour préserver les valeurs libérales assiégées. Né en 1946 dans une famille juive, Adam Michnik donnait une conférence mardi soir à Lausanne à l'invitation de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra). Rencontre.

**Le récent assassinat du maire de Gdansk a-t-il réveillé les Polonais?** Même si son assassinat était probablement déséquilibré, Pawel Adamowicz a été victime du climat de haine créé par le parti au pouvoir et ses relais médiatiques. Pawel était un maire formidable qui a changé sa ville pour le meilleur. Ce n'était pas un homme de gauche, mais un conservateur civilisé. Cela ne l'a pas empêché d'être traité d'extrémiste et de corrompu ou d'être accusé de propager l'homosexualité. Sa mort a provoqué un immense choc à Gdansk, mais aussi dans tout le pays. Le pouvoir se mure depuis dans le silence à ce sujet. Je ne sais pas ce que cela augure. Mais il faut garder à l'esprit que la majorité de la classe dirigeante polonaise est d'un incroyable cynisme. Ces gens n'ont pas de valeurs, ils sont mus par le pouvoir et l'argent.

**Après la chute du Mur, la Pologne avait pourtant embrassé les idéaux européens. Comment expliquez-vous les dérives autoritaires actuelles?** C'est toute l'Europe centrale qui est submergée par une vague nationaliste, chauvine et xénophobe. Pour comprendre, il faut se figurer le saut dans l'inconnu qu'a été la fin de la dictature communiste. Nos



INTERVIEW

sociétés n'avaient pas de passé démocratique. Avant la guerre, la Pologne avait déjà connu la dictature, celle de l'extrême droite. Nos pays étaient à construire. Les démocrates, comme moi, avaient été en première ligne contre le communisme, mais les tendances nationalistes et traditionalistes ont toujours été présentes. Ce sont ces dernières qui se sont progressivement imposées. Elles ont aussi profité de la crise d'identité provoquée par la globalisation des échanges et l'ouverture des frontières.

**Mais la Pologne a grandement bénéficié de son adhésion à l'UE, notamment via les fonds européens. Les Polonais ne s'en souviennent-ils plus?** Quand on a du pain, c'est normal. C'est quand il manque qu'on s'insurge. C'est la même chose avec la liberté. Les Polonais ne remarquent même plus qu'ils n'ont plus à subir la Gestapo ou le KGB. Il y a une autre raison fon-

damentale à l'évolution de la Pologne. Le contexte international n'est pas favorable aux valeurs libérales et démocratiques. L'élection de Donald Trump a été un

**«L'élection de Trump a été un cadeau du ciel pour les dirigeants polonais»**

cadeau du ciel pour les dirigeants polonais. Quant à Vladimir Poutine, il vise à reconstituer l'empire russe. Il fait tout pour saper l'UE. Car il préfère traiter individuellement avec chaque Etat. Face à Bruxelles, le président russe est moins en position de force. Vu l'histoire de la Pologne, Moscou sait très bien qu'il ne sert à rien

de soutenir des forces pro-russes. Sur internet et les réseaux sociaux, les trolls de Vladimir Poutine soufflent sur les braises de nos contentieux avec l'Allemagne ou l'Ukraine.

**En tant que démocrate, qu'attendez-vous de l'Europe? La Commission européenne a eu une attitude plutôt prudente et sage en condamnant les atteintes à l'Etat de droit en Pologne. C'est un équilibre délicat. Car notre gouvernement s'érige en victime des diktats de Bruxelles, comme la Pologne était soumise à Moscou sous le communisme. Pourtant, l'appartenance à l'Europe est la garantie de la sauvegarde de notre démocratie. Le silence de Bruxelles sur les atteintes à l'Etat de droit serait pour nous inacceptable. Tous les opposants polonais brandissent la Constitution.**

**Est-ce un programme suffisant?** Aujourd'hui, oui, mais demain,



Adam Michnik à Lausanne, le 13 février dernier. (FRANÇOIS WIAWRE/LUNDI 13 POUR LE TEMPS)

non. Pour l'instant, la défense de la Constitution, comme l'indépendance de la justice, est la seule chose qui nous rassemble, car pour le reste l'opposition demeure très divisée. Que ce soit sur les questions d'éducation, écologiques ou sur la place que devrait avoir l'Eglise catholique dans le pays.

**Quel rôle joue l'Eglise dans la révolution conservatrice polonaise? Revenons à la chute du Mur. Quand il a fallu refonder la nation, les conservateurs ont insisté sur le catholicisme, par opposition au protestantisme, associé à l'expansionnisme prussien, et à l'Eglise orthodoxe de l'impérialisme russe. Dans cette conception étroite, les vrais Polonais ne pouvaient qu'être catholiques. Cela exclut tous les autres, y compris les juifs. A cela, il faut ajouter l'attitude du clergé lui-même. Face à la dictature communiste, l'Eglise était dans l'opposition. Il n'y a qu'à**

se souvenir du rôle joué par Karol Wojtyla, alias Jean Paul II. Aujourd'hui, les évêques polonais, du moins la majorité d'entre eux, sont farouchement contre le pape François. Les valeurs libérales sont associées au diable. A leurs yeux, l'avortement est le principal problème de la Pologne, le racisme ambiant n'est pas important.

**Comment l'Eglise a-t-elle opéré un tel tournant? L'Eglise catholique n'a jamais eu à cohabiter avec le pouvoir dans des conditions démocratiques. Elle a de la peine à trouver sa juste place. Elle a toujours navigué entre l'opposition et les intrigues pour tenter d'influencer le pouvoir. La guerre idéologique menée par les évêques contre les démocrates, assimilés à des francs-maçons ou à des juifs, est très dangereuse. Car la Pologne est un pays profondément catholique. Les religieux sont les pires politiciens. Car, avec eux, il n'y a pas de compromis. ■**

## Une maigre coalition contre l'Iran à Varsovie

**DIPLOMATIE** Les Etats-Unis et la Pologne ont réuni les pays du Golfe ainsi qu'Israël pour resserrer les rangs contre l'Iran

Elle n'avait pas commencé qu'elle avait déjà déclenché le plus grand scepticisme. La conférence co-organisée par la Pologne et les Etats-Unis qui s'est ouverte ce jeudi à Varsovie avait été annoncée mi-janvier par le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo. Cette réunion «s'attachera à garantir que l'Iran n'exerce pas une influence déstabilisatrice» dans la région, avait-il déclaré.

Les Russes et les Européens n'ont pas apprécié, le chargé d'affaires polonais a été convoqué au Ministère des affaires étrangères iranien, et le sommet a été renommé «conférence ministérielle pour la promotion de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient». Malgré cette nouvelle

appellation, les Européens, à l'exception des Britanniques, n'ont pas dépêché leurs ministres sur place. La Russie et la Turquie ont également décliné l'invitation.

Au programme donc: l'Iran. Et dès le premier soir. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu annonçait la couleur. «Ce qui fait que cette réunion est importante, c'est qu'il s'agit d'une réunion publique avec les représentants de pays arabes de premier plan, s'asseyant à la même table qu'Israël pour promouvoir l'intérêt commun de la guerre avec l'Iran», a-t-il déclaré mercredi soir dans un vidéo en hébreu. Dans la foulée, le bureau du premier ministre israélien a publié une traduction corrigée où Benjamin Netanyahu ne parle plus de «guerre», mais de «combats». Pourtant, le mot hébreu employé est *milhama*, qui se traduit par «guerre».

Quelles que soient les intentions israéliennes, ce sommet est une première. Et Benjamin Netanyahu n'a pas caché sa satisfaction d'avoir partagé sa table avec des hauts responsables saoudiens, émirats

**«Il s'agit d'une réunion publique avec les représentants de pays arabes de premier plan, s'asseyant à la même table qu'Israël pour promouvoir un intérêt commun»**

BENYAMIN NETANYAHOU

et du Bahreïn, dont aucun ne reconnaît l'Etat hébreu. «Je pense que cela témoigne d'un changement et d'une compréhension importante de ce qui menace notre avenir, de ce qu'on doit faire pour le sécuriser», a-t-il estimé jeudi.

Le vice-président américain, Mike Pence, a quant à lui profité de ce sommet pour interpeller les Européens. «Le temps est venu pour nos partenaires européens de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien», a-t-il plaidé. Et d'insister: cette mesure va «affaiblir l'UE et créer encore plus de distance entre l'Europe et les Etats-Unis». Mike Pence a aussi répété son avertissement à l'encontre de l'Iran: les sanctions américaines «deviendront encore plus sévères» à moins que Téhéran ne «change son comportement dangereux et déstabilisateur». Le président iranien, Hassan Rohani, n'a pas tardé à répondre. «Nous voyons ce qu'il se passe à Varsovie. C'est vide et sans résul-

at», a-t-il déclaré lors d'une conférence sur la Syrie organisée en Russie, avec ses homologues russe et turc.

Lors de la conférence, Jared Kushner, le gendre et conseiller de Donald Trump, devait aussi exposer à huis clos la proposition de paix américaine au Proche-Orient, entre Palestiniens et Israéliens. Une proposition que l'Autorité palestinienne rejette unilatéralement. En rappelant que celle-ci a refusé de participer à la conférence de Varsovie. Nabil Chaath, conseiller du président Mahmoud Abbas, explique: «Un processus de paix ne peut pas servir à faire en sorte qu'une des parties soit amnistiée de ses crimes de guerre ou qu'une autre renonce à ses droits fondamentaux au regard de la charte des Nations unies.» ■

SOPHIE WOELGDEN  
@SophieWoelgden